Le 30-03-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par Jacques NIKONOFF, président du Parti de la démondialisation (Pardem)

Le 22 août 2011

La guerre économique est un élément majeur de l'ordre économique néolibéral. Elle fait rage et peu de forces politiques songent à y mettre fin. L'Allemagne est à la pointe de cette guerre au sein de l'espace européen. Elle profite de la dilution des souverainetés nationales des États voisins dans les traités européens pour développer la sienne et asseoir sa domination économique.

Premier constat : les programmes du Front national, de l'UMP et du Parti socialiste, ne rompent aucunement avec cette dynamique infernale. Bien au contraire, fascinée par le vainqueur du moment, l'Allemagne, ils prétendent relever l'économie française en s'inspirant de son agressivité. La « compétitivité » de la France reste pour eux un objectif pour pouvoir « conquérir » des marchés dans d'autres pays.

Second constat : même lorsqu'ils prétendent remettre quelques barrières douanières - étant donné les dégâts provoqués par 30 ans de dérégulation - ils n'envisagent pas un instant d'en établir avec l'Allemagne. Pourtant, la France a un important déficit commercial avec cette nation dont la position économique est favorisée par les traités européens.

La domination exportatrice allemande

En 2010, la France connaissait un déficit de sa balance commerciale de 67 milliards d'euros. Sur cette somme, il faut compter 27 milliards de pétrole brut, 12 milliards de gaz et 10 milliards de produits du raffinage du pétrole, soit 49 milliards d'euros quasiment incompressibles. En 2009, l'Allemagne avait 28 milliards d'excédents commerciaux avec la France. C'est-à-dire un quart du déficit.

L'Allemagne pratique le dumping social

D'où vient cette domination allemande dans ses échanges commerciaux avec la France ? La politique des dirigeants allemands repose sur deux piliers :

- le premier est la déflation salariale, c'est-à-dire l'écrasement des salaires des travailleurs allemands. Les salaires des ouvriers ont été bloqués pendant dix ans et leurs acquis sociaux ont été rognés de toute part, dans le but de baisser les prix des produits. Cette politique a fortement contribué à appauvrir la classe ouvrière et à la précariser : durant cette période, les augmentations nominales de salaires ont été de 27 % en moyenne dans l'ensemble de la zone euro contre 7 % en Allemagne.

- le deuxième pilier est la stratégie des entreprises allemandes (soutenue par les gouvernements successifs) consistant à développer l'importation de biens intermédiaires bon marché en provenance des PECO (pays d'Europe centrale et orientale), zone traditionnelle d'influence de l'Allemagne. Il s'agit de pays à bas salaires et à monnaie faible. Ainsi, près de 50% des exportations allemandes comprennent une quote-part de valeur ajoutée étrangère. Pour preuve, si l'Allemagne est en excédent de 28 milliards d'euros avec la France, elle est en déficit avec la Hongrie (2,1 milliards), la République tchèque (1,9), la Slovaquie (0,8) ! L'Allemagne est également en déficit avec la Russie (4,5 milliards) et la Chine (19,4). Elle n'est en excédent qu'avec le Brésil (0,1) et l'Inde (3). Au total, 43% des exportations allemandes se dirigent vers la zone euro grâce à ce tour de passe-passe. Cela constitue ni plus ni moins qu'une délocalisation massive de sa production.

  Ce constat est également établi par la Banque de France (rapport n°73, mai-juin 2008) : « L'Allemagne a fortement augmenté la part de ses importations de biens intermédiaires (pièces et composants des biens d'équipement, pièces et composants pour équipements de transport, fournitures industrielles manufacturées) dans les pays à bas coûts, particulièrement dans les PECO. Elle a ainsi bénéficié d'un gain de compétitivité-coût qui pourrait expliquer une part de sa superperformance exportatrice depuis 2000 par rapport, notamment, à la France. »

  En définitive, la déflation salariale et les délocalisations allemandes sont équivalentes à une dévaluation déguisée et unilatérale de l'euro pour l'Allemagne. Depuis l'avènement de la monnaie unique, il n'est plus possible de dévaluer dans un seul pays de manière directe pour gagner en compétitivité. La pression sur les salaires et les délocalisations deviennent la variable d'ajustement. Il est cependant presque impossible pour les pays les moins riches de la zone euro (notamment les pays du sud de l'Europe) de faire comme l'Allemagne, car les salaires et les protections sociales sont déjà moindres. Ces pays voient donc leur balance commerciale devenir gravement déficitaires. Ce déficit creuse la dette des États... on connaît la suite.

L'Allemagne est le principal bénéficiaire du fonctionnement actuel de l'Union européenne

Au début de la construction de l'Union européenne, tous les pays n'étaient pas sur un pied d'égalité. L'Allemagne dominait légèrement l'économie européenne. Même s'il est vrai que sa balance commerciale avec la France était à peu près à l'équilibre, elle disposait d'un tissu industriel plus solide. Cette situation s'explique en partie par l'Histoire industrielle de ce pays, depuis les débuts de l'ère industrielle, mais également parce que la République fédérale d'Allemagne (RFA) a joué le rôle de vitrine économique du modèle capitaliste

pendant la Guerre froide. Elle avait bénéficié à ce titre d'importants capitaux américains et internationaux. Par ailleurs, ayant perdu la guerre, il lui avait été interdit de se remilitariser, ce qui signifie que d'importants crédits ont pu profiter à l'investissement dans l'appareil productif, alors que dans les autres pays l'arsenal militaire a absorbé d'importants moyens. Notons au passage que les mêmes conditions avaient été faites au Japon, l'autre grand perdant de la Seconde Guerre mondiale, avec les mêmes effets puisque son économie a été très forte à l'échelle planétaire pendant des décennies.

Cette position dominante a permis à l'Allemagne d'imposer les fondamentaux de l'Union européenne et de mettre les États au service de cette politique. La construction européenne s'est donc faite sur le modèle allemand. La Banque centrale européenne (BCE) est en réalité la Bundesbank et l'euro est le deutschemark.

- La BCE pratique la politique de l'euro fort car l'Allemagne a besoin d'un euro fort pour pratiquer ses délocalisations/importations avec des pays dont les monnaies sont moins fortes et les salaires plus bas (elle fait fabriquer dans des pays à monnaie faible et vend dans la zone euro, monnaie forte). La politique de la monnaie forte était déjà celle du deutschemark. L'Allemagne avait déjà imposé à la Communauté économique européenne (CEE) une politique de monnaies fortes (« serpent monétaire européen » dans les années 80 et 90). Cette logique, appliquée aveuglément en France par les socialistes convertis aux thèses néolibérales, avait conduit à la politique du « franc fort » dans les années 90 (qui s'était traduite par la poussée un chômage).

- La politique de la BCE repose sur le dogme de la chasse à l'inflation (et donc des « dettes »). Ce principe est une « tradition » allemande. Il a été institué suite au traumatisme qu'a connu ce pays dans les années 30. Bien entendu, pour que le taux de chômage n'explose pas, ce principe n'était tenable qu'à la condition que le pays soit commercialement très agressif. Pour un pays en situation de domination économique, avoir une monnaie forte revient donc à exporter son chômage (les excédents commerciaux créent de l'emploi dans le pays excédentaire et créent du chômage dans les pays déficitaires).

Les délocalisations allemandes profitent-elles aux PECO ?

Dans la période 2004-2008, les grands industriels allemands ont massivement investi en Slovaquie, pays dans lequel le salaire moyen était de 600€ et où le taux de chômage (15%) garantissait le maintien de ce bas niveau de rémunération. Des industriels français et coréens avaient également investi. Mais en 2009, le pays est passé à l'euro. Depuis, ces investisseurs sont partis voir ailleurs : la production a baissé de 27% (et de 47% dans l'automobile). Même régime pour la République Tchèque, les investisseurs sont partis en Roumanie, en Turquie et au Maroc. Pourtant, après passage à l'euro, le coût du travail dans ce pays reste trois fois inférieur à celui de l'Allemagne. Les bénéfices qu'il retire des investissements allemands sont donc très relatifs. La Slovaquie n'est donc pas près de devenir un concurrent de l'Allemagne dans la compétition économique ! Cependant, les pays qui souffrent le plus de la politique allemande sont les États méditerranéens.

L'Union européenne, un projet germano-centré

La domination allemande s’est construite avec l’Union européenne et parallèlement à elle. Le projet européen des années 90 se prétendait coopératif et solidaire, garant de la paix et de la prospérité. Mais il excluait d’emblée les pays méditerranéens de l’Europe.

« PIGS » est un acronyme formé par les mots Portugal, Ireland, Greece et Spain. Il signifie « cochons » et désigne - dans le délicat vocabulaire des leaders allemands - les pays de l’Europe du Sud. Cette désignation n’a pas seulement un rapport avec le niveau économique de ces pays. En effet, alors que l’Allemagne n’a jamais voulu des pays méditerranéens dans la zone euro, elle a milité pour l’extension de la zone euro vers l’Europe centrale et l’Europe de l’est, des pays dont les économies sont également éloignées du niveau allemand. Comment expliquer cette stratégie ?

Avec la réunification, dans les années 90, l’Allemagne était un jeune État plurinational ; un État « pluriel ». Il regroupait des régions dont les différences étaient plus marquées qu’entre les provinces françaises. En effet, la France est une nation séculaire alors que les tentatives de Reich allemand ont échoué et ont retardé l’intégration nationale.

Le projet allemand pour l’Europe, au moment de la création de l’espace économique européen, devait lui apporter des réponses en termes de cohérence territoriale. Un tel projet avait besoin d’un élément structurant. Une Europe à caractère fédéraliste répondait à ce besoin de cohérence et la monnaie unique en était l’élément structurant. La monnaie unique était clairement une demande allemande.

Mais dans l’esprit des dirigeants allemands, l’espace d’intégration devait correspondre à l’espace historique de la Germanie comprenant l’Allemagne, la France, le Benelux et les pays d’Europe centrale. C’est en effet pour cet espace qu’avait été conçu l’Euro... on le voit bien aujourd’hui que surviennent les crises grecques, espagnoles, et portugaises. « Pas les pays du Club-Med ! » s’était exclamé en son temps le ministre allemand des finances. C’est Romano Prodi, alors président du Conseil, qui avait beaucoup insisté pour faire inclure l’Italie dans la zone euro. En effet, l’Italie risquait la déstabilisation et l’éclatement car le nord est depuis toujours tenté de se rapprocher de la zone d’influence allemande et de se débarrasser du reste. Cette brèche a ensuite permis aux autres pays méditerranéens d’entrer.

L'Allemagne ne coopère pas avec les autres nations européennes

Les choses ont beaucoup évolué depuis les années 90. Aujourd’hui, 70% de la population allemande estime que l’avenir de l’Allemagne ne passe pas par l’Europe. L’Allemagne se considère comme une grande puissance mondiale émergente et souhaite profiter de l’évolution du rôle économique de l’Asie. Elle souhaite également retrouver son tropisme historique vers l’est. Elle se rêve en « grande Suisse » ou en « petite Chine ». Elle ne porte plus guère d’intérêt à la géographie de ses voisins. Par exemple, elle a fait un revirement radical dans sa politique énergétique sans prendre en compte les intérêts de l’ensemble des pays européens, uniquement pour des raisons de politique intérieure. Lors de la crise en Libye, le pays a fait un choix en accord avec le comportement des partenaires économiques avec lesquels il a les échanges les plus dynamiques. Bref, l’Allemagne n’est pas en crise et n’a pas l’intention de continuer à payer les dettes des autres pays, elle souhaite que ces derniers quittent la zone euro. Du projet européen il ne reste finalement que ce qui peut servir de marchepied à ses nouveaux projets : le libre-échange.

L'Allemagne - contrairement à la France - n'a pas abandonné sa souveraineté

Dans quel contexte idéologique le projet d'Union européenne a-t-il germé en Allemagne tout aux long des décennies d'après-guerre ? Les Allemands ont une explication des causes de la Seconde Guerre mondiale qui est différente de la notre. Ils estiment que cette guerre est le produit des égoïsmes nationaux. Cette explication n'est pas acceptable car tous les pays n'ont pas eu une attitude belliqueuse à ce moment là. L'idée qui ressortait de cette conclusion (erronée) était donc qu'il fallait une Europe qui soit la plus fédérale possible de manière à garantir la paix. Un fédéralisme reposant sur l'affaiblissement des nations et la dilution de leur souveraineté. Cette vision des choses a clairement remis en cause le principe de l'État-nation, invention française et héritage de la Révolution de 1789. La France a donc renoncé peu à peu à sa souveraineté au nom de l'Europe.

Cependant, et paradoxalement, l'Allemagne n'en a pas fait de même ! En 2010, le tribunal constitutionnel de Karlsruhe, garant de la souveraineté allemande, a réaffirmé expressément la souveraineté allemande. Il a souligné dans l'un de ses arrêts qu'il n'y a pas de peuple européen, donc, par conséquent, pas de démocratie européenne possible puisque pas de souveraineté pouvant supplanter la souveraineté allemande.

Les dirigeants français, qui ont besoin de la crédibilité économique allemande à l'échelle internationale, ont donc dilapidé la souveraineté nationale dans le cadre de traités de libre-échange et de libéralisation. En effet, tels étaient les souhaits des marchés et des gouvernements allemands successifs navigant en fonction de leurs orientations. Le libre-échange implique, en théorie, que les pays renoncent à une partie importante de leur souveraineté. Mais les États dominants n'ont pas besoin de s'appliquer ce qu'ils exigent des autres (cf. les États-Unis) !

Pour des mesures protectionnistes au niveau national

Contrairement à ce qu'il prétend être, le projet d'Union européenne n'est pas un projet solidaire et coopératif à l'échelle du continent. Le tissu industriel français a grandement souffert du dumping allemand, mais aussi et surtout de la « stratégie » des leaders français dans la construction de l'Union européenne.

Comment modifier le rapport de force de manière à rétablir une concurrence moins faussée avec l'Allemagne ? On le voit bien, un protectionnisme purement « européen », tel qu'il est prôné par certains, serait inefficace puisque l'Allemagne fait du dumping social au sein même de l'Union européenne. Ainsi, même le discours du Front national, qui se prétend radical, perd toute sa crédibilité car il assure l'impunité de la politique agressive des dirigeants allemands en refusant toute mesure protectionniste avec ce pays.

D'autre part, toute mesure protectionniste doit avoir un caractère universaliste. Le M'PEP est solidaire des travailleurs allemands dans leurs luttes contre la casse sociale. Son combat les rejoint car le creusement des inégalités dans ce pays est – comme dans le notre – le résultat de la guerre économique néolibérale et de la captation des richesses par une partie de la population au détriment de l'autre.

La protection de l'économie nationale ne doit-elle viser qu'à rendre la France plus agressive dans la guerre économique ? La France doit-elle s'inspirer de la politique allemande ? Seule une logique nationaliste et pro-capitaliste peut défendre cette option. C'est celle défendue par le Front national (nous reviendrons sur cet aspect des choses dans une prochaine lettre d'information). Pour la vraie gauche, le modèle allemand devrait être un anti-modèle. Les mesures protectionnistes préconisées par le M'PEP ont – au contraire - un caractère internationaliste. Elles se veulent l'antithèse de la

mondialisation en prônant la construction d'un nouvel ordre économique basé sur la solidarité et la coopération. Elles s'appuient sur la charte de La Havane qui vise à rétablir l'équilibre des balances des paiements de chaque pays.

Sources :

- Jacques Nikonoff, « *Sortons de l'euro* », Mille et une nuits, 2011.
- Marie-France Garaud dans l'émission de télévision sur France 3 « *Ce soir ou jamais* » du 13 décembre 2010.
- Jacqueline Hénard, « *Que pense l'Allemagne ?* », Kommunal-U.Schul-Vlg, juin 2011.
- Conférence « *Que faire de l'Union européenne* », organisée par le M'PEP le 11 juin 2011.
- M'PEP, « *Verbatim de la confrontation Le Pen - Nikonoff sur France 2* », juillet 2011.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire